



Syndicat des Producteurs de Miel de France. SPMF

Chambre d'Agriculture du Gers

Chemin de la Caillaouère – B.P. 161 - 32003 AUCH CEDEX

Tél. : 05.62.61.77.95 – Fax 05.62.61.77.28

spmfm@gers-agriculture.org Web : [//www.apiculture.com/spmf](http://www.apiculture.com/spmf)

Président : Joël Schiro, 2 Impasse du Bois 65350 BOULIN. Tel : 05 62 33 23 53

Portable : 06 09 71 99 18. Fax : 05 62 33 23 83. Mail : jschiro@miel-de-france.com

POUR OU CONTRE LA PARTICIPATION DU SPMF A L'ENQUÊTE MULTIFACTORIELLE

*Intervention de Joël Schiro lue le 29 Janvier 2002
devant l'Assemblée générale du SPMF réunie à Samatan.*

Bonjour.

Comme l'enjeu est d'importance, pour une fois, j'ai préparé mon intervention. Normalement, vous devriez gagner en clarté, ce vous vous allez perdre en spontanéité.

En 1997, à l'occasion de la réunion de Niort, Berque et Béraud ne pouvant pas y aller, j'ai été proposé pour les remplacer en tant que vice président du SPMF. PHILIPPE VERMANDERE ayant fait savoir très clairement qu'il ne souhaitait pas ma venue, je n'y suis pas allé.

Par la suite et ce jusqu'à la convocation à une réunion en février 2001, (qui n'a pas eu lieu puisque Vermandere, Aletru et Chauvency ont refusé de venir), les trois adhérents de centre/ouest, tacitement délégués, ont gérés seuls tout le dossier Gaucho. Personne ne m'a jamais demandé ni document ni photocopies, ni mon avis. A ma connaissance il n'a pas non plus été demandé d'avis à quiconque, Goïc, Clappier ou qui que ce soit d'autre.

Ce n'est un secret pour personne que, dès le premier jour, j'ai émis des réserves sur deux points :

- ◆ La participation des revues sans liberté de l'expression. Je veux dire que chacun travaille dans son coin avec ses propres objectifs et ses propres préoccupations. Les revues publient ce qu'elles veulent sans que personne ne puisse répondre.
- ◆ Le ciblage, pour ne pas dire la désignation d'un seul bouc émissaire, « le Gaucho ». A l'évidence il fallait se concentrer sur une molécule, mais ce, à titre d'exemple pour illustrer le problème général phytosanitaire, au lieu de laisser croire qu'il n'y avait qu'une seule molécule qui empoisonnait les abeilles.

Or, si on veut que les choses avancent, il faut que les gens puissent travailler librement. Le travail a donc été fait en toute indépendance et liberté par ceux qui avaient été tacitement délégués.

Ceci dit, j'avoue avoir eu, dès le départ une certaine tendresse pour le travail de Vermandere. Je trouve son premier dossier, (l'idée de la possibilité d'empoisonnement par l'enrobage de la semence en l'absence de tout traitement aérien), absolument génial. Toutes proportions gardées et même si la méthode de travail est totalement différente, cette découverte ressemble à notre "« trouvaille » sur le Decis 15 ans plus tôt.

Bref rappel :

Après de nombreuses contestations sur les analyses, on nous avait demandé des abeilles très fraîchement mortes. Nous nous y sommes mis à 3, et, après une bonne demi heure à 4 pattes, nous

sommes rentrés à la maison en posant sur la table les quelques centaines d'abeilles mortes que nous avons réussi péniblement à ramasser. Surprise, lorsque nous sommes retournés dans la pièce peu après, la plupart des abeilles s'étaient « réveillées », et voletaient autour de la lampe.

Il a suffi alors de se plonger dans la « monographie de la Deltaméthrine », pour découvrir l'effet de « Knock down ».

Il n'était plus tellement compliqué ensuite d'imaginer que des abeilles qui s'endormaient dans la nature pouvaient très bien ne plus savoir retrouver leur ruche, dès lors qu'elles n'étaient pas conscientes du déplacement du soleil pendant leur « sommeil ». Cette observation de hasard a été confirmée ensuite par plusieurs laboratoires indépendants.

Tout au long du dossier Gaucho, j'ai eu quelques frayeurs.

Quand le ministère a pris en compte le dossier technique et ordonné l'interdiction du produit avec surveillance de ce qui se passait, je me suis dit que « l'on jouait gros ». En effet, j'ai eu l'occasion de visiter ou de participer à un très grand nombre d'expérimentations. Je peux témoigner d'une chose, c'est que jamais les choses ne se passent deux fois de la même façon, et que, « à tous les coups », on a des surprises.

Ainsi, par exemple, lors de la deuxième expérimentation Decis/Gers 1983, les analyses ont retrouvé de la deltaméthrine sur le champ traité, ce qui apparaît normal, mais aussi sur le champ témoin non traité, ce qui apparaît déjà plus surprenant.

La conclusion de l'époque, c'est qu'il ne pouvait s'agir que d'une erreur du laboratoire d'analyse, qui ne pouvait que décrédibiliser totalement l'expérimentation. Preuve que les temps ont changé, quand dans l'affaire gaucho, on a retrouvé de l'imidaclopride partout, loin d'incriminer les laboratoires, on en a conclu qu'il s'agissait de rémanence des années passées....Certains ont même été plus loin : d'après eux, c'est cette rémanence qui explique, à elle seule, la quasi totalité des empoisonnements constatés depuis plusieurs années.

Ce n'est ni le moment ni le lieu pour faire en détail l'historique du dossier gaucho. Rappelons simplement que, après 4 ans de travail de la coordination (disons surtout à 99% le dossier technique Vermandere, et pour l'essentiel, un travail syndical d'Aletru et Chauvency), le ministre a maintenu en février dernier sa décision précédente :

1. Retrait provisoire des semences enrobées gaucho/tournesol
2. Mise en place d'une vaste enquête dite multifactorielle. En attendant, le ministre affirme qu'il s'engage à prendre une décision immédiate dans un sens ou dans l'autre, dès lors qu'une preuve « scientifique » irréfutable serait apportée....Ce qui laisse sous entendre que, jusqu'ici et dans le cadre actuel, de preuve, il n'y en a pas.

Compte tenu de la désinformation mensuelle distillée par les revues, je tiens à apporter deux précisions :

1. La coordination a géré absolument seule ce dossier. Or, contrairement à ce que vous croyez, il n'a jamais été expliqué aux autorités que nous avons « un problème général phyto ». Globalement, ce qui a été dit, peut se résumer de la façon suivante :

- ◆ « avant gaucho, tout allait bien »,
- ◆ « toutes les intoxications sont dues à gaucho », (excepté quelques très rares cas qualifiés d'épiphénomènes),
- ◆ « supprimons gaucho et tout redeviendra parfait ».

J'invite ceux qui ne sont pas convaincus à bien vouloir surligner, dans les documents de la coordination les passages qui contrediraient ce qui précède. J'ajoute que, en février dernier, l'idée qui prévalait au ministère était la suivante : puisque les apiculteurs accusent le gaucho (et uniquement le gaucho), et que les expériences démontrent que, dans de nombreux endroits

en tout cas, ce n'est pas le gauchisme, « c'est donc que les abeilles sont malades ». Il a fallu, tout au long de l'année, beaucoup d'efforts de persuasion à Michel Béraud et moi-même pour bien faire comprendre, que, dans les cas où Gauchisme n'était pas en cause, il pouvait très bien s'agir d'empoisonnements par d'autres molécules.

2. Il est semblé qu'il est entendu pour tout le monde que toutes les expérimentations de terrain et tous les contrôles chez les apiculteurs confirment les empoisonnements par semences enrobées. Il faut affirmer haut et fort que cela est faux. Les expérimentations de terrain sont, comme d'habitude, dépendantes de très nombreux paramètres (voir, par exemple l'expérimentation Charente ou la zone initialement testée comme empoisonnée à la Cyperméthrine, s'avère finalement la plus productive). Quant aux contrôles chez les apiculteurs, tous ceux d'entre vous qui feront l'effort de se renseigner apprendront que, en particulier chez les lecteurs de l'UNAF, toutes les visites effectuées en sortie d'hivernage par les autorités sanitaires ont constaté un état pathologique tel qu'il pouvait suffire, à lui tout seul, pour expliquer l'état catastrophique du cheptel.

Il faut enfin expliquer que lorsqu'on demande la suspension de Fipronil, comme pendant 5 ans on n'a parlé et étudié que Gauchisme, on se retrouve un peu démuné. Ni les expérimentations de terrain, ni les travaux en laboratoire sur Fipronil ne fournissent le moindre argument à notre dossier. Il faudra bien à l'avenir tirer les conséquences de cette erreur : Demander un ou plusieurs retraits d'homologation en illustrant notre dossier et en prenant exemple sur une molécule (Gauchisme, ou autre), est parfait. Prendre une molécule comme bouc émissaire en laissant entendre que la situation est parfaite par ailleurs, ne peut conduire qu'à des malentendus et à l'échec. De plus, il faudra bien refaire, à chaque fois, le même travail scientifique sur chaque molécule mise en cause.

En conséquence et pour résumer, le problème n'est pas « Gauchisme », c'est « phyto ». Il est temps de cesser de prendre un seul insecticide comme bouc émissaire en laissant croire que les autres sont inoffensifs. Il faut donc poser globalement, non seulement le problème de tous les insecticides, mais aussi de tous les produits phytosanitaires... y compris fongicides et herbicides.

La décision du ministre offre une possibilité, pour la première fois, d'essayer de résoudre la question de fond :

COMMENT CONCILIER PROTECTION DE L'ABEILLE ET PROTECTION DES CULTURES.

Soyons clair :

- ◆ Accepter de participer simplement à une enquête, fût-elle multifactorielle et tout ce que l'on voudra, d'une manière passive ou comme des bœufs, ne peut conduire qu'à l'échec. En effet, les seuls qui connaissent la colonie et le terrain, c'est nous. Les autres, fussent-ils les plus grands scientifiques ne connaissent que l'abeille. N'être là que comme caution béate, c'est insuffisant.
- ◆ Refuser d'y participer serait pire. L'enquête se fera sans nous. Je vois mal dans ces conditions comment nous pourrions peser sur les protocoles et débattre des résultats... Et, croyez-moi, des maladies, il s'en trouvera. Si nous ne sommes pas là, il ne faudra pas se plaindre ensuite de l'interprétation qui en sera faite.
- ◆ La seule solution responsable, c'est non seulement de participer, mais surtout de participer activement. Il est hors de question d'admettre que l'on va se limiter à une méga-enquête de terrain qui ne se différencierait des précédentes que par son coût 10 fois plus exorbitant. Non seulement il faut aller à l'enquête mais y aller très fort et l'étendre au maximum. Pas question de participer à une enquête sans remise à plat des procédures d'homologation, l'étude de la nectarification des nouvelles variétés etc... etc... Bref, non seulement on pose le problème général « phyto », mais en plus, on va chercher ce qui nous manque depuis toujours, une vraie recherche et le budget qui va

avec, la reconnaissance de notre métier, de notre statut social, et de notre contribution à l'environnement.

Bref, en même temps que l'on fait reconnaître l'abeille, on fait reconnaître la profession.

Un dernier mot enfin :

Il pourrait apparaître comme une idée géniale, pour contourner la crispation de certains collègues, de passer, par un glissement sémantique, d'une enquête globale et tous azimuts à un « réseau de surveillance ».

Disons le sans détour : bien sûr, un observatoire des accidents sur le terrain serait indispensable.

Toutefois, à réduire ainsi l'idée ambitieuse d'une mise à plat de tous nos « problèmes cheptel » nous avons tout à perdre. Un réseau d'observation, dans le cadre d'une recherche globale, oui.. Un réseau seul... À quoi bon, et surtout pour aboutir à quoi ???

On va voir des abeilles mortes ???... Certainement. Mais de quoi ??? Et sur quels critères va t on se baser. Pour l'instant, pas question de compter sur les analyses.

On va constater des récoltes plus ou moins faibles... Certes. Et alors ? Qui est capable aujourd'hui de dire que sa récolte est « normale », c'est à dire qu'elle n'est pas amputée par telle ou telle forme de phénomène lié de près ou de loin aux épandages de produits phytosanitaires ?. Qui connaît le potentiel nectarifère de chaque variété de tournesol ?? Est-il le même dans tous les types de sol ??... Et pour les autres plantes ???

Un exemple pour illustrer cette difficulté :

Il y a trois ans, Jean Patrice Chalines et Denis Sapene (2 collègues qui transhument sur les tournesols dans la région) se sont retrouvés tous deux le même jour devant l'expert des assurances. L'un qui n'avait récolté que 3 kgs de moyenne (et a perdu la quasi totalité du cheptel l'hiver suivant), disait qu'il était empoisonné par Cyperméthrine. L'autre, bien qu'ayant récolté 45 kgs, considérait que ses ruches avaient également été intoxiquées puisqu'il pensait que la récolte normale aurait dû se situer entre 60 et 80.. Une intoxication à moins 20 k en quelque sorte.

Vous voulez savoir ce qui s'est passé ?. Eh bien, ni l'un, ni l'autre n'ont été indemnisés...Ce sera la même logique qui prévaudra dans le cadre d'un simple réseau de surveillance.

Aujourd'hui, nous allons commencer à débattre de ce sujet. Demain matin, je compte sur vous pour poser toutes les questions possibles aux représentants du ministère. Demain soir, nous votons.

Attention à bien comprendre la question. Vous ne voterez pas pour ou contre l'enquête multifactorielle. En effet, cette enquête a été décidée par les plus hautes autorités de l'état. Elle aura lieu. On ne vous pose pas cette question.

La question sur laquelle vous allez vous exprimer est la suivante :

ÊTES VOUS POUR, OU CONTRE, QUE LE SPMF PARTICIPE A L'ENQUÊTE MULTIFACTORIELLE DÉCIDÉE PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Je vous appelle à voter pour que le SPMF y participe..... et pas pour faire de la figuration.
Merci de votre attention.